

# Comment les idées du FN se sont installées dans l'air du temps

Retour sur quelques épisodes récents qui témoignent d'une banalisation des idées de la formation d'extrême droite dans notre société.

LE MONDE | 05.05.2017 à 06h37 • Mis à jour le 05.05.2017 à 10h52 | Par **Raphaëlle Bacqué** et **Ariane Chemin**

Réagir Ajouter

Partager (269) [Twitter](#)

Palais Brongniart, Paris, 20 janvier 2015. Marine Le Pen est invitée aux 70 ans de l'Agence France-Presse (AFP), comme le chef de l'Etat, François Hollande, et des dizaines d'élus républicains. La présidente du Front national (FN) a beau critiquer les médias à longueur de temps, elle pose sur le « photocall » de l'AFP, sourit devant l'objectif du photographe, et goûte son plaisir.

Stade Bollaert, Lens, 2 novembre 2015. Le coup d'envoi du match de Ligue 2 entre le RC Lens et l'AS Nancy Lorraine vient d'être donné lorsque Marine Le Pen débarque, un peu en retard, dans la tribune présidentielle entourée, de ses gardes du corps et de ses fidèles lieutenants.

Un sourire narquois, un petit geste de la main, la tête de liste FN aux élections régionales de décembre fait comprendre au président socialiste de la région Nord-Pas-de-Calais, Daniel Percheron, assis derrière le maire PS d'Orchies (Nord), qu'il doit lui laisser sa place. Erreur de gradin, dira-t-on plus tard, mais Marine Le Pen saisit la portée de ce jeu de chaises musicales et l'image de ce cacique socialiste lui laissant son fauteuil à la tribune d'honneur.

Deux saynètes, deux images qui symbolisent la transformation du paysage culturel, médiatique et intellectuel français ces dernières années. Les signes avant-coureurs de la banalisation des manières ou des idées du FN n'ont pas manqué.

Avant le succès électoral de Marine Le Pen et la mort du « front républicain » contre l'extrême droite, le 23 avril, de nouvelles figures, de nouveaux réflexes et de nouveaux usages annonçaient le changement d'air du temps. Pêle-mêle, souvenirs de quelques glissements récents qui signent l'époque.

- **Zemmour balaie en 500 000 exemplaires quarante ans de recherche historique**

Il a régné pendant cinq ans, le samedi soir, à « On n'est pas couché », sur France 2, aux côtés de Laurent Ruquier et devant de 1 à 3 millions de téléspectateurs, bien

avant qu'une autre génération, celle des jeunes journalistes de *Valeurs actuelles* ou du *FigaroVox* ne trouvent à leur tour la route des talk-shows.

Fin 2014, Eric Zemmour, journaliste historique du *Figaro* – où il a suivi, notamment dans les années 1990, les rapprochements entre « républicains des deux rives » (chevènementistes, pasquaiens et séguinistes) –, chroniqueur de RTL et de i-Télé, publie chez Albin Michel *Un suicide français*, best-seller et, du coup, petit fait de société.

Dans ce pamphlet traversé par une idéologie fortement identitaire, le polémiste effectue quelques détours par l'histoire. On y lit ainsi que Jean-Marie Le Pen est « *avant tout coupable d'anachronisme* » en déclarant que les chambres à gaz étaient un « *point de détail de l'histoire* » (page 305), que les juifs français sont devenus « *une caste d'intouchables* » (page 263), et il salue au passage la « *talentueuse truculence désacralisatrice* » du « *comique* » Dieudonné.

Quant aux travaux de l'historien américain Robert Paxton, qui a battu en brèche la thèse du « Pétain bouclier » face à l'Allemagne nazie longtemps défendue par Vichy, ils sont remis en cause : quarante ans de recherche historique soudain balayés par un pamphlet vendu à plus de 500 000 exemplaires.

- **Une mairie de l'Essonne refuse d'enterrer un bébé rom dans son cimetière**

Maria Francesca est morte subitement la nuit de Noël 2014. C'était un bébé de quelques semaines à peine. Dès le surlendemain, les pompes funèbres appellent la mairie pour obtenir le permis d'inhumer la petite fille dans le cimetière de Champlan (Essonne), où ses parents, des Roms, vivent dans un campement.

Christian Leclerc, le maire (divers droite) de cette petite ville de 2 500 habitants survolée par le ballet incessant des avions venus d'Orly et encerclée par deux autoroutes et des lignes à haute tension, refuse.

« *Les concessions sont accordées à un prix symbolique et l'entretien coûte cher, alors priorité est donnée à ceux qui paient leurs impôts locaux* », fait-il valoir aux occupants du campement illégal. Fin novembre, l'édile avait déjà publié un curieux avis à la population pour prévenir qu'un des enfants roms scolarisé dans la commune était porteur du bacille de la tuberculose...

Selon la loi, les maires ne peuvent s'opposer à l'inhumation d'un défunt dans la commune où il habite, dans celle où il est mort ou là où se trouve un caveau familial. C'est finalement Wissous, la commune voisine, qui se charge d'enterrer Maria Francesca. Le Défenseur des droits, Jacques Toubon, condamne ce « *refus*

*illégal* » pour « *motifs de discrimination* ». Un mois plus tard, le parquet d'Evry classe l'affaire.

- **Des réveillons et des fêtes où « sympathisent » FN et Républicains**

1<sup>er</sup> janvier 2015, lendemain de réveillon. Quelques photos postées sur Facebook et Twitter montrent le président des jeunes de La Droite populaire, un courant de l'UMP, et quelques jeunes cadres du parti réveillonnant à Paris avec une militante du Front national de la jeunesse, mais pas seulement. « *Merci à Floflo d'être passé voir les jeunes patriotes du #FNJ* », tweete ainsi la militante. « Floflo », c'est le petit nom du vice-président du FN, Florian Philippot. La Droite populaire a donc fêté le Nouvel An avec le FN.

L'UMP parle de maladresse, d'une tentative du FN pour « *instrumentaliser* » son parti, après le départ de deux de ses membres, Sébastien Chenu et Fatima Allaoui, chez Marine Le Pen. A l'époque, ce flirt entre droite républicaine et extrême droite déclenche une certaine émotion à l'UMP, et un communiqué du premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, demandant à Nicolas Sarkozy une « *clarification* ».

Un an et demi plus tard, pour fêter les cinquante ans de *Valeurs actuelles*, des élus et figures des Républicains (Jean-François Copé, Eric Ciotti, Claude Guéant, etc.) trinquent aux Invalides avec « Floflo », mais aussi avec Marine Le Pen et sa nièce, la députée du Vaucluse Marion Maréchal-Le Pen. Cette fois, ni vagues, ni émoi, ni communiqué.

- **Le prix « Trombinoscope » de « l' élu de l'année » remis à Steeve Briois**

Depuis 1992, le *Trombinoscope*, annuaire professionnel du monde politique, distingue chaque année sept élus, chacun dans leur domaine, droite et gauche confondues. Pour 2014, un jury de journalistes nomme «  *élu local de l'année* » le nouveau maire d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Steeve Briois.

C'est la première fois qu'un élu du parti frontiste figure dans ce palmarès. « *Le FN a progressé dans toutes les élections, ignorer ce fait objectif nous paraissait difficile* », explique le jury, composé de journalistes confirmés. Le prix est « *la traduction de cette progression sur la scène politique française, ni plus ni moins* ».

La remise de la récompense, dans les salons de l'hôtel de Lassay, en janvier 2015, est boycottée par le président (PS) de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Trois ministres lauréats – Manuel Valls, Ségolène Royal et Emmanuel Macron – se font excuser et ne vont pas retirer leur prix. Pris dans la polémique, les journalistes délèguent finalement une salariée de l'annuaire pour remettre à leur place son prix à l' élu frontiste.

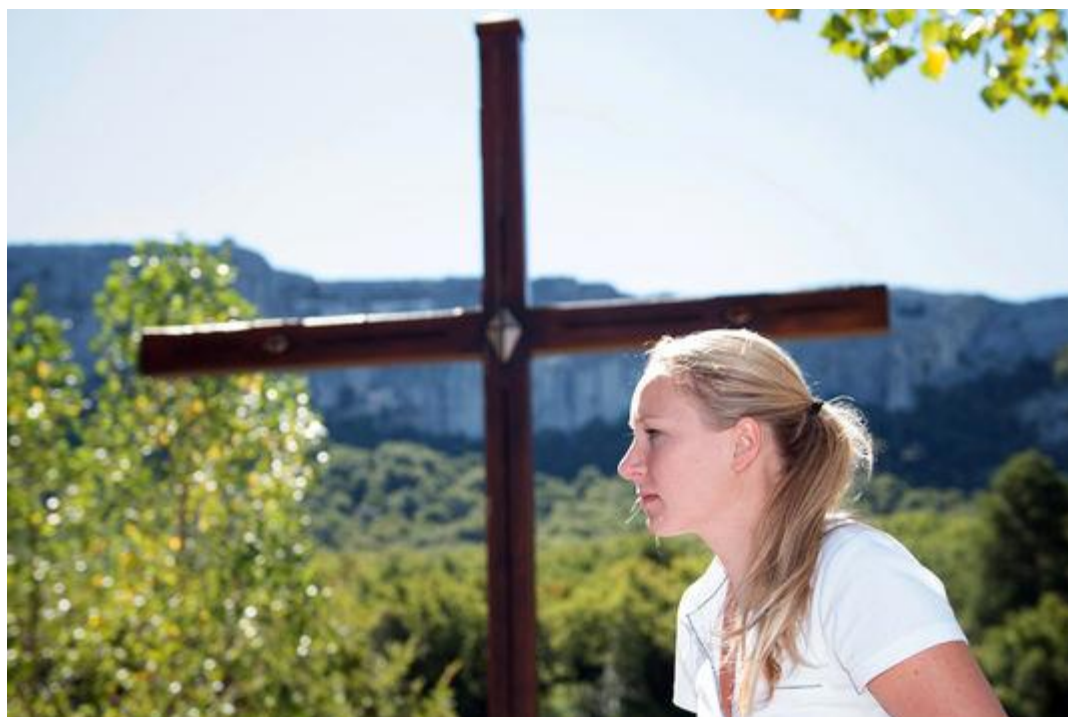
Dans un communiqué, la Ligue des droits de l'homme (LDH) rappelle que la distinction récompense « *l'action accomplie* » par l' élu distingué : or, M. Briois avait privé la LDH de local, et pris un arrêté « *antimendicité agressive* ». *Le Figaro* se désole à l'inverse que « *des dirigeants politiques – à gauche, mais pas que –, mais aussi des acteurs médiatiques restent prisonniers d'un logiciel politique conçu dans les années 1980* ».

- **Marion Maréchal-Le Pen invitée vedette de l'université d'été de M<sup>gr</sup> Rey**

Samedi 29 août 2015, au pied de la montagne de la Sainte-Baume, dans le Var, l'évêque de Toulon, M<sup>gr</sup> Rey, organise la dernière table ronde de son université d'été.

Invitée vedette, la très catholique et identitaire Marion Maréchal-Le Pen. Sous le soleil brûlant, devant une croix en bois, la députée FN devise sur « *l'engagement des chrétiens en politique* » avec le député LR de la Drôme, Hervé Mariton, et un dirigeant de Sens commun, bras armé de La Manif pour tous.

Le lieu et le moment sont bien choisis : dans quelques mois auront lieu les élections régionales, au cœur de ce Var si compliqué que Christian Estrosi, candidat de LR à la présidence de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, doit conquérir.



Le diocèse de Fréjus-Toulon n'est pas grand, mais le signal envoyé par ce prélat très médiatique et influent dans les réseaux conservateurs n'échappe ni aux catholiques ni aux politiques : l'Eglise n'a plus peur du FN.

Ancien inspecteur des finances, M<sup>gr</sup> Rey est aussi le discret conseiller de La Manif pour tous et de Sens commun, et un proche d'Arnaud Bouthéon, l'ex-chef de cabinet de Frigide Barjot. Un an et demi plus tard, après le premier tour de la présidentielle, l'évêque se démarque, dans une vidéo, de la Conférence des évêques de France, attachée au vote, et, sous couvert de la « conscience » de chacun, défend l'abstention.

- **Alain de Benoist et sa revue « Eléments » devenus persona grata**

Le 20 avril 2016, Alain de Benoist est invité à Sciences Po, rue Saint-Guillaume. Le « pape » de la nouvelle droite, ce laboratoire de refondation idéologique créé à la fin des années 1960 pour établir des passerelles entre droite et extrême droite, a été convié à plancher sur le triptyque « Modernité, libéralisme et pensée unique » par une des associations d'étudiants en double cursus à Paris-IV-Sorbonne et Sciences Po (philo, lettres, histoire).

Une rencontre sans heurts pour cet essayiste qui reconnaît son passé de « *racialiste sans états d'âme* », l'amenant, dans les années 1980, à justifier l'apartheid en Afrique du Sud.

Une « *petite révolution (...) dans les murs de la prestigieuse institution, censée former et préparer les élites de demain*, se réjouit quelques jours plus tard l'un des contributeurs du site *Causeur*. *L'apprentissage du pluralisme idéologique semble s'inviter à petit pas dans le cursus intellectuel de ces dernières, dans une société française étouffée depuis bien longtemps par le binarisme idéologique.* »

L'essayiste est redevenu fréquentable. On ne lui en veut pas de moquer « *l'esprit Charlot* » après les attentats de janvier 2015, de contester la « *démocratie libérale* » et d'ironiser sur les droits de l'homme. Banni de nombreux médias depuis 1992, Alain de Benoist a retrouvé, surtout avec son dernier essai, *Le Moment populiste*, paru en février 2017 aux éditions Pierre-Guillaume de Roux, le chemin des médias, y compris de service public, qui présentent cet autodidacte comme un « *philosophe* ».

Depuis octobre 2015, il accueille aussi à la « une » de la nouvelle formule d'*Eléments*, des figures consensuelles et populaires qu'on avait peu l'habitude de croiser dans le bimestriel de la nouvelle droite : l'économiste Jacques Sapir, le philosophe Michel Onfray, l'éditorialiste Jacques Julliard, l'historien Marcel Gauchet...

- **Des syndicalistes se présentent aux élections sous l'étiquette FN**

Le 24 janvier 2011, la CGT découvre dans *Le Figaro* que l'un de ses responsables dans l'administration territoriale, Fabien Engelmann, se présentera aux cantonales en Moselle sous l'étiquette FN.

Engelmann est un drôle de militant. Ancien de Lutte ouvrière, il est passé ensuite au Nouveau Parti anticapitaliste, avant de rejoindre l'extrême droite. Pour la centrale syndicale, c'est la confirmation inquiétante de ce qu'elle appelle « *la tentative d'entrisme du FN* » au sein de ses troupes. Lorsqu'elle entame une procédure d'exclusion à l'encontre du militant, elle se heurte d'ailleurs à la section cégétiste locale, qui refuse de désavouer ce camarade, et doit trancher son cas au siège, à Montreuil.

Manifestement, le syndiqué frondeur a fait des émules. En 2014, à Méricourt (Pas-de-Calais), la tête de liste du FN aux municipales, Jean-François Delcroix, est un ancien délégué syndical CGT, passé ensuite à la CFTC avant de rallier Force ouvrière. La même année, la numéro deux sur la liste d'Engelmann aux municipales d'Hayange (Moselle) est une ex-cégétiste devenue déléguée du personnel FO. A Metz, le numéro deux sur la liste FN aux municipales est un syndiqué CFTC ; à Elbeuf (Seine-Maritime), c'est un cégétiste qui figure sur la liste du frontiste Nicolas Bay. En 2015, assure Marine Le Pen, « *huit CGT, neuf CFTC, cinq CFDT, sept FO* » se cachaient parmi les candidats FN aux départementales.

Le 1<sup>er</sup> mai 2017, le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, doit rappeler à ses troupes que « *le FN est un parti xénophobe et antisalariés* ». Europe 1 vient de lui brandir sous le nez une affiche d'Info'Com-CGT renvoyant dos à dos les visages de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron avec ce slogan : « *Peste ou choléra ? #OnNEnVeutPas.* »



- **Le Pen, Philippot et Dupont-Aignan, champions des invitations aux matinales**

A la fin des années 2000, le FN se plaignait encore d'être « ostracisé » par les médias. Désormais, ses dirigeants ont table ouverte sur les plateaux télé.

En 2014, a calculé le Lab d'Europe 1 après une laborieuse comptabilité, Marine Le Pen a remporté la palme du responsable politique le plus invité des matinales radio et télévision : 56 apparitions en un an. Elle est talonnée par son numéro deux, Florian Philippot (51 apparitions). L'année suivante, c'est lui qui gagne la première place avec 65 interviews, soit un peu plus d'une par semaine. Le second sur le podium, avec 49 invitations, est... le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France.

Autre symbole : quand, le 9 février 2017, France 2 convie Marine Le Pen sur le plateau de « L'Emission politique », le service public choisit de lui opposer un contradicteur venu... de l'extrême droite. Malgré les réticences des deux présentateurs, Léa Salamé et David Pujadas, le directeur de l'info, Michel Field, a réussi à imposer son ancien patron à la chaîne Histoire, Patrick Buisson. Ce dernier est le coauteur, lorsqu'il était journaliste à *Minute*, d'une hagiographie sur le père de l'invitée : *L'Album Le Pen* (Intervalles, 1984).

#### • **Latifa Ibn Ziaten huée et bousculée à l'Assemblée nationale**

Le 8 décembre 2015, dans une petite salle de l'Assemblée nationale, à Paris, Latifa Ibn Ziaten, mère d'un des soldats tués par Mohamed Merah en 2012, est l'invitée d'une rencontre sur la laïcité organisée par le député PS des Hautes-Pyrénées et ancien ministre, Jean Glavany.

Depuis l'assassinat de son fils, cette femme court les salles de classe pour convaincre les jeunes gens que le djihadisme est une sanglante impasse. D'école en école, d'associations en amphithéâtres, elle plaide pour la tolérance et le vivre-ensemble. La Fondation Chirac a relevé son engagement et, trois semaines plus tôt, lui a décerné un prix, que le président François Hollande a souhaité lui remettre en personne.

Devant cette Assemblée qui mêle députés et citoyens, Latifa Ibn Ziaten explique qu'elle porte un voile « *en signe de deuil* ». Des sifflets et des huées agitent alors l'auditoire. Deux personnes quittent bruyamment la salle : « *Vous ne pouvez pas parler de la laïcité alors que vous portez un foulard. Vous faites honte à la France !* »

Un mois plus tôt, le journaliste et écrivain Mohamed Sifaoui s'était également « *étonné qu'on honore à ce point une femme qui a perdu son fils mais qui porte le voile. (...) Il faut chercher un peu de cohérence* ». Le lendemain, sur son compte Facebook, Jean Glavany se voit obligé de rappeler que « *les lois de la République autorisent le foulard dans l'espace public* ».

- **Sapir et Brighelli devant l'auditoire des Estivales de Marine, à Fréjus**

Les 17 et 18 septembre 2016, le FN organise les Estivales de Marine, à Fréjus (Var), la ville dirigée par l'un des siens, David Rachline. A l'époque, Il s'agit de lancer la campagne présidentielle, et Marine Le Pen, persuadée qu'elle devra affronter Nicolas Sarkozy, veut montrer qu'elle n'est pas seule. Trois spécialistes, pas encartés au FN mais souvent cités en référence dans ses meetings, ont été conviés : Xavier Raufer, Jacques Sapir et Jean-Paul Brighelli.

Le premier est un ancien du mouvement d'extrême droite Occident. Devenu « criminologue », il est fréquemment invité à la télévision, où il dénonce « *la culture de l'excuse* », censée tenir lieu de philosophie aux tribunaux, ou les failles du système antiterroriste français.

Le second est un économiste reconnu, professeur à la prestigieuse Ecole des hautes études en sciences sociales, et grand pourfendeur de l'euro. Ses travaux sont cités aussi bien chez Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen que chez les économistes du FN. Prudent, Sapir a préféré enregistrer une vidéo consacrée au Brexit, que Florian Philippot présente aux militants du FN.

Le troisième a longtemps été l'un des essayistes les plus en vue sur l'éducation. Décoré de la Légion d'honneur en 2009 par le ministre Xavier Darcos, ce redoutable polémiste passé du maoïsme au chevènementisme, puis du sarkozysme à Debout la France, est aussi un habitué des médias, qui raffolent de ses tribunes virulentes contre les « pédagogistes ».

Chroniqueur régulier au *Point*, il publie un blog hébergé par le site *Causeur*. A Fréjus, il se désole de « *l'effondrement de l'école* » sous le poids des « *enfants d'immigrés* » et affirme qu'il adhère « à 80 % » au programme du FN sur l'éducation. Au lendemain du premier tour, le 23 avril, il appelle clairement à voter pour Marine Le Pen.

- **Bronca contre le centre pour SDF du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris**

C'est une décision de la maire (PS) de Paris, Anne Hidalgo, et de son adjoint à l'hébergement, Ian Brossat : un centre d'urgence pour sans-abri et personnes isolées, une succession de chalets en bois au cœur du 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en lisière du bois de Boulogne.

Ils ont été inaugurés en novembre 2016, non sans mal : deux tentatives d'incendie, une pétition signée par plus de 40 000 riverains contre ce qu'ils qualifient de « *nouveau Sangatte* », en référence au centre de la Croix-Rouge pour les migrants à Calais, une demande de suspension déposée au tribunal administratif... Le projet



a déclenché d'emblée l'hostilité d'un arrondissement où un foyer sur dix paie l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

En mars 2016, une rencontre publique est organisée à l'université Paris-Dauphine. Des militants FN tractent dehors ; plus de mille personnes se pressent dans l'amphi. La réunion d'information tourne à la foire d'empoigne devant un journaliste de *Libération*.

« *Menteur* », « *collabo* », « *stalinien* », « *vendu* », « *salopard* », « *caca* »... « *Y en a marre* », hurle l'assistance grisonnante à la représentante de la préfecture, Sophie Brocas. Claude Goasguen, le maire (LR) du secteur, dénonce les « *thuriféraires de la morale* » et fait huer un élu socialiste de l'arrondissement.

« *Il n'y aura pas de migrants dans ce centre, de personnes qui viennent d'Afrique et d'ailleurs* », doit promettre M<sup>me</sup> Brocas, qu'un homme traite tout haut de « *salope* ». « *Mettez les SDF à Calais* », enjoint un autre. Un troisième se balade avec une grande main verte : « *Touche pas à mon bois.* » « *Connard, escroc, fils de pute* », se voit insulter le président de l'université.

- **Les affiches antimigrants de Béziers au tribunal**

Octobre 2016. Sur les affiches, un groupe d'hommes bruns et barbus, au pied de la cathédrale de Béziers (Hérault), et ces mots : « *L'Etat nous les impose. Ça y est, ils arrivent...* »

Elles ont été placardées sur tous les panneaux de la ville par le maire, Robert Ménard, élu en 2014 à la faveur d'une triangulaire et avec le soutien du FN, de Debout la France et du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers.

Ce n'est pas la première fois que cet ancien journaliste diffuse dans sa ville une propagande affolante. Lorsqu'il a armé sa police municipale, les Biterrois ont aperçu plusieurs jours une immense photo d'un revolver sous ce slogan : « *Le meilleur ami de la police.* »



Les migrants restent néanmoins l'obsession numéro un du maire de Béziers, surtout depuis l'extension d'un centre de réfugiés de 50 à 90 places, qui doit accueillir des Syriens dans sa ville de 76 000 habitants. « *Une immigration de peuplement* », peste Ménard.

Un an auparavant, il a fait publier, en « une » du journal municipal, un autre photomontage : un train arrêté sur un quai de gare bondé (en réalité, un cliché de l'AFP pris en Macédoine), et, sur les fenêtres des wagons, de fausses affichettes – « *Béziers : 3 865 km* », « *scolarité gratuite, hébergement et allocations pour tous* ».

Deux associations attaquent en référé la ville devant le juge administratif pour dénoncer une campagne de « *propagande xénophobe et raciste* ». Le 23 octobre, elles sont déboutées au motif que les affiches ont été prudemment retirées juste avant l'audience.

-  **Ariane Chemin**  
Grand reporter [Suivre](#) [Aller sur la page de ce journaliste](#) [Suivre ce journaliste sur twitter](#)
-  **Raphaëlle Bacqué**  
grand reporter